

Pourquoi ils refusent le « choc des savoirs »

Un peu partout en France, des manifestations ont eu lieu hier pour dénoncer la réforme des écoles, collèges et lycées conçue par Gabriel Attal, alors ministre de l'Éducation.

Plusieurs milliers de personnes à Paris, 600 à Nantes, 300 à Rennes comme à Caen, 250 à Marseille : de nouveau, des enseignants, des parents et des élèves se sont retrouvés dans la rue, partout en France, à l'appel des syndicats, des parents d'élèves FCPE, et des syndicats lycéens en faveur « **d'une école publique, laïque et émancipatrice** ».

Au cœur de la mobilisation, la réforme dite du « choc des savoirs », annoncée par le Premier ministre Gabriel Attal lors de son passage au ministère de l'Éducation nationale. Annoncé en décembre 2023, ce plan est censé « **élever le niveau des élèves** ».

Pour cela, plusieurs mesures ont été décrétées : une refonte des programmes en primaire, dès la rentrée 2024, pour les CP, CE1 et CE2 (à partir de septembre 2025 pour les CM1 et les CM2) ; la décision de redoublement sera prise par les professeurs, et non plus les familles, et l'obtention du brevet des collèges sera obligatoire pour passer en classe de seconde, dès 2025.

Déjà au Royaume-Uni

Un volet a particulièrement heurté : la création de groupes de niveau au sein des classes de collège, pour les cours de français et de mathématiques, et ce, dès la rentrée prochaine. Dans ces matières, les élèves de 6^e et de 5^e seront répartis en trois groupes en fonction de leur niveau (bon, moyen, faible), avec la garantie que le groupe de ceux présentant le plus de difficultés ne comptera pas plus de quinze élèves. Cette organisation doit s'étendre aux classes de 4^e et 3^e à la rentrée 2025.

Ces regroupements d'élèves, qui font débat, ont cours dans d'autres pays, comme au Royaume-Uni, au Canada ou en Irlande.

Selon certains experts, cette organisation aurait des effets positifs « **sur les résultats en mathématiques** ». Tout en stipulant « **qu'il ne faut pas stigmatiser les élèves** », ils préconisent « **un**

« système flexible, pour pouvoir faire basculer les élèves d'un groupe à l'autre ». Ce que Gabriel Attal avait promis.

Une promesse qui ne convainc cependant pas tout le monde. Lors de la manifestation hier à Rennes, une enseignante s'est indignée contre cette mesure : « **On va nous obliger à trier socialement les élèves, car on sait très bien que les élèves les plus en difficulté sont issues des catégories sociales les plus défavorisées.** » Professeur de SVT et secrétaire départemental du syndicat Snes-FSu, Philippe Melaine voit dans cette réforme « **un renoncement à une ambition de l'école pour toutes et tous. Nous réclamons l'abandon de cette réforme et exigeons plutôt un choc des moyens pour l'éducation.** »

Nathalie LECORNU-BAERT avec Samuel NOHRA.



Manifestation hier à Rennes pour dénoncer la réforme dite « choc des savoirs ». David Adémas, Ouest-France